



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 AVRIL 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1339

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st APRIL, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1340

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre Cité de Québec ;

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIEME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1251

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

1252

Avis du Gouvernement

No 1071.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de N.-D. de Bonsecours, dans le comté d'Ottawa, la partie du chemin de fer Canadien Pacifique, connue au cadastre officiel de la paroisse de N.-D. de Bonsecours sous le numéro 462, se trouvant entre les lots ayant au dit cadastre officiel les numéros depuis 1 jusqu'à 51 inclusivement, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Papineau, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1503

Québec, 14 avril 1906.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de la Pointe-à-Gatineau, comté de Wright, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1497

La compagnie "The Jessie Fraser Copper Mining Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec, moins toutefois celles qui se rapportent aux pouvoirs énumérés dans la section 2 de la loi 63 Vict., ch. 33, de la législature de la province de Québec. Cependant, les opérations de la compagnie seront sujettes aux formalités exigées par les lois de la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est dans la cité de Québec.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assi-

Government Notices

No. 1071.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Notre Dame de Bonsecours, in the county of Ottawa, the part of the Canadian Pacific Railway land known on the official cadastre of the parish of Notre Dame de Bonsecours, as number 462, found between the lots having on the said cadastre the numbers from 1 to 51 inclusively, and to annex it to the school municipality of Papineau, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1504

Québec, 14th April, 1906.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the village of Pointe-à-Gatineau, county of Wright, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1498

"The Jessie Fraser Copper Mining Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec, less, however, those which refer to the powers enumerated in the section 2 of the act 63 Vict., ch. 33, of the Legislature of the province of Quebec. However, the company's operations will be subject to the formalities required by the laws of the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is in the city of Quebec.

Its principal agent, for the purpose of receiving

gnations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Delagrave, de la cité de Québec.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.
1499

Québec, 18 avril 1906.

Québec, 11 avril 1906.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Saint-Cyrille, comté de Drummond, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1477.2

No 262.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de limitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Deschambault, dans le comté de Portneuf, et annexer à la municipalité scolaire de Saint-Marc, dans le même comté, le territoire déjà annexé pour les fins civiles à la paroisse de Saint-Marc, en vertu d'une proclamation du lieutenant-gouverneur de la province, en date du 3 avril 1905; avec aussi la partie du lot de terre connue au cadastre officiel de la paroisse de Deschambault, sous le le numéro 371 non comprise dans la description du dit territoire.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le premier juillet prochain, 1906. 1437.2

AVIS DE VENTE DE TERRAINS DANS LA
VILLE DE SAINT-LOUIS APPARTENANT
CI-DEVANT A LA COMPAGNIE D'EX-
POSITION DE MONTREAL.

Le gouvernement de la province de Québec recevra, d'ici au premier mai prochain, des soumissions cachetées et adressées à l'honorable Auguste Tessier, Ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'achat, soit en bloc de 92 lots, soit séparément pour chacune des trois séries des mêmes lots situés dans la ville de Saint Louis, appartenant autrefois à la Compagnie d'Exposition de Montréal, et désignés comme suit, savoir :

RUE MANCE.

PREMIÈRE SÉRIE, 37 LOTS.

11 lots de 25 pieds de front sur 114 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 et 206.

6 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 228, 229, 230, 231, 232 et 233.

11 lots de 25 pieds de front sur 114 pieds de profondeur.

Subdivision 14, numéros 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58.

9 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 et 96.

AVENUE ESPLANADE.

DEUXIÈME SÉRIE, 31 LOTS.

10 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Delagrave, of the city of Quebec.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.
1500

Quebec, 18th April, 1906.

Quebec, 11th April, 1906.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of the village of Saint Cyrille, county of Drummond, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1478

No. 262.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Deschambault, county of Portneuf, and to annex to the school municipality of Saint Marc, in the same county, the territory already annexed, for civil purposes, to the parish of Saint Marc, in virtue of a proclamation from the Lieutenant Governor of the province, dated the 3rd of April, 1905, and also the part of lot of land known on the official cadastre of the parish of Deschambault, as number 371 not comprised in the description of the said territory.

This annexation, if authorized, shall take effect only of the first of July next, 1906. 1438

NOTICE OF SALE OF LOTS IN THE TOWN
OF SAINT LOUIS, FORMERLY BELONG-
ING TO THE MONTREAL EXHIBI-
TION COMPANY.

The government of the province of Quebec, will receive, from now to the first day of May next, sealed tenders addressed to the Honorable Auguste Tessier, minister of Agriculture of the province of Quebec, for the purchase in block of 92 lots, or separately for each of the three series of the same lots situated in the town of Saint Louis, formerly belonging to the Montreal Exhibition Company, and described as follows, to wit :

MANCE STREET.

FIRST SERIES, 37 LOTS.

11 lots of 25 feet in front by 114 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 and 206.

6 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 228, 229, 230, 231 232, and 233.

11 lots of 25 feet in front by 114 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 and 58.

9 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 and 96.

ESPLANADE AVENUE.

SECOND SERIES, 31 LOTS.

10 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numéros 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247 et 248.

11 lots de 25 pieds de front, profondeur variant de 109½ à 114 pieds :

Subdivision 14, numéros 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 et 275.

10 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120 et 121.

RUE SAINT-URBAIN.

TROISIÈME SÉRIE, 24 LOTS.

24 lots de 25 pieds de front par 114 pieds de profondeur :

Subdivision 11, numéros 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209 et 1210.

L'acquéreur ou le soumissionnaire devra s'engager à payer toutes taxes municipales, scolaires, de canalisation, etc., échues au jour de la vente et à écheoir.

Le prix d'acquisition de ces lots devra être payé moitié comptant et l'autre moitié en trois versements annuels portant intérêt à 5% à compter de l'acquisition et payables annuellement.

Un chèque accepté de cinq pour cent devra accompagner chaque soumission, lequel sera remis aux intéressés après l'adjudication ; mais dans le cas où l'auteur d'une soumission acceptée refuserait de donner suite à son offre, tel chèque sera confisqué au profit du gouvernement.

On pourra obtenir tous autres renseignements et se procurer une copie du plan des terrains en question en s'adressant au ministère de l'Agriculture, à Québec.

Le gouvernement ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 mars 1906

1199.4



PROVINCE DE QUÉBEC

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 24 mars 1906.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente, "enchère, au bureau du Ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le JEUDI, 21 JUIN prochain, DIX heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

Bloc A.

Rang 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Rang 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Rang 4.—10 à 14, chacune 50 m. ; ½ N. de 15, 25 m. ; partie nord de ½ N. de 16, 15½ m. ; ½ S. de 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; ½ N. de 20, 24½ m. ; ½ S. de 20, 27½ m.

Rang 5.—15 à 23, chacune 50 m.

Rang 6.—½ N. de 10, 25 m. ; ½ N. de 11, 25 m. ; 13 à 16 et 20 à 23, chacune 50 m.

Rang 7.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.

Rang 8.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.

Subdivision 14, numbers 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247 and 248.

11 lots of 25 feet in front by a depth varying from 109½ to 114 feet :

Subdivision 14, numbers 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 and 275.

10 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120 and 121.

SAINT URBAIN STREET.

THIRD SERIES, 24 lots

24 lot of 25 feet in front by 114 feet in depth

Subdivision 11, numbers 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209 and 1210.

The purchaser or tenderer must bind himself to pay all the taxes municipal, school, canal, &c., due on the day of the sale and to become due.

The purchase price of these lots must be paid half cash and the other half in three annual payments bearing interest at 5% counting from the acquisition of the property and payable yearly.

An accepted cheque of five per cent must accompany each tender, which will be returned to the interested parties after the adjudication ; but in the event of the person making an accepted tender refusing to carry out his offer, such cheque will be confiscated for the benefit of the government.

Any other information may be obtained and copy of the plan of the lots in question can be procured on applying to the Department of Agriculture, at Quebec.

The government is not bound to accept the highest or any tender.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 17th March, 1906.

1200



PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 24th March, 1906.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands and Forests, in this city, on THURSDAY, 21st day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

UPPER, OTTAWA.

Bloc A.

Range 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Range 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Range 4.—10 to 14, 50 m. each ; N. ½ of 15, 25 m. ; north part of N. ½ of 16, 15½ m. ; S. ½ of 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; N. ½ of 20, 24½ m. ; S. ½ of 20, 27½ m.

Range 5.—13 to 23, 50 m. each.

Range 6.—N. ½ of 10, 25 m. ; N. ½ of 11, 25 m. ; 13 to 16 and 20 to 23, 50 m. each.

Range 7.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each.

Range 8.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each.

Rivière du Lièvre, branche N. O., Nos 7 et 8, chacune 50 m.

Rivière du Lièvre, branche du milieu, No 7, 40 m.; No 8, 30 m.; No 9, 65 m.

Haute Gatineau, 1, 2 et 3, chacune 45 m.; 4 et 5, chacune 50 m.; 6, 42 m.; 7, 8 et 9, chacune 25 m.; 10, 50 m.; 11, 35 m.; 12 à 20, chacune 50 m.; 21, 70 m.; 22 à 30, chacune 50 m.; 31, 60 m.; 32 à 37, 50 m. chacune.

SAINT-AURICE.

Manouan 8 sud, 30 m.; 9 sud, 21 m.; Haut Saint-Maurice, 15, 60 m.; 16, 38 m.; 28, 62 m.; 29, 35 m.; 30, 30 m.; 31 et 35 à 43, chacune 50 m.; 44, 49 m.; 45 à 66 chacune 50 m.

SAINT-CHARLES.

Rivière du Moulin 4, 12 m.; rivières aux Ecorces et au Canot, 39 m.; rivière aux écorces 5, 29 m.; 6, 41½ m.; rivière au Canot, 1, 26 m.; Grande Pikauba 2, 38½ m.; 3, 38½ m.

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4, 2½ m.; canton Déchène, 18 m.

LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénogami, No 2, 2 m.

SAGUENAY,

Rivière Malbaie, No 17, 37 m.; canton Callières, 14 m.; arrière canton Callières, 18 m.; Saguenay Ouest 1a, 10 m., partie de Saguenay, 3 et 4 ouest, 49 m.; Bergeronnes 1 est, 25 m.; rivière Sainte-Marguerite, No 87, 24½.

Rivière Manicouagan : 8, 9, 13 à 28, chacune 50 m.

Rivière aux Outardes : 2, 49 m.; 3, 45 m.; 4, 63 m.; 5, 50 m.; 6, 70 m.; 7 à 13, chacune 50 m.

Sault au Cochon : 1 est, 30 m.; 2 est, 36 m.; 3 est, 41 m.; 4 est, 33 m.; 4a est, 39 m.; 5 est, 40 m.; 5a est, 39 m.; 6 est, 60 m.; 7 est, 55 m.; 8 est, 46 m.; 9 est, 65 m.; 10 est, 68 m.; 2 ouest, 55 m.; 3 ouest, 50 m.; 4 ouest, 33 m.; 5 ouest, 38 m.; 6 ouest, 60 m.; 7 ouest, 64 m.

Rivière Magpie : A, 52 m.; B, 42.

Rivière Natashquan : 1 à 4, chacune 50 m.

Rivière Piashte Bay : 1 à 8, chacune 25 m.

Rivière Saint-Augustin : 1 à 8, chacune 25 m.

Ruisseau Vachon et Iles de Mai, 60 m.

GRANDVILLE.

Canton Bégon, No 14, 2½ m.

SAINT-LAURENT DE MATAPEDIA.

Canton Assemetquagan, 63 m.; canton Ristigouche, rangs de la rivière 2 et 3, 1½ m.

RIMOUSKI EST.

Rivière Cap-Chat : 1, 47½ m.; 2, 45 m.; 3, 45 m.; rivière Matane A, 48 m.

BONAVENTURE OUEST.

Canton Carleton, rangs 5 et 6, 3½ m.

GASPÉ OUEST.

Rivière Sainte-Anne : D, 48 m.; E, 43½ m.

GASPÉ EST.

Grande rivière : T, 39 m.

River du Lièvre, N. W. branch, Nos. 7 and 8, 50 m. each.

River du Lièvre, middle branch, No. 7, 40 m.; No. 8, 30 m.; No. 9, 65 m.

Upper Gatineau, 1, 2 and 3, 45 m. each; 4 and 5, 50 m. each; 6, 42 m.; 7, 8 and 9, 25 m. each; 10, 50 m.; 11, 35 m.; 12 to 20, 50 m. each; 21, 70 m.; 22 to 30, 50 m. each; 31, 60 m.; 32 to 37, 50 m. each.

SAINT MAURICE.

Manouan 8, south, 30 m.; 9, north, 21 m.; Upper Saint Maurice, 15, 60 m.; 16, 38 m.; 28, 62 m.; 29, 35 m.; 30, 30 m.; 31 and 35 to 43, 50 m. each; 44, 49 m.; 45 to 66, 50 m. each.

SAINT CHARLES.

River du Moulin, 4, 12 m.; rivers aux Ecorces and au Canot, 39 m.; river aux Ecorces, 5, 29 m.; 6, 41½ m.; river au Canot, 1, 26 m.; Grande Pikauba, 2, 38½ m.; 3, 38½ m.

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Dablon, ranges 2, 3 and 4, 2½ m.; township Déchène, 18 m.

LAKE SAINT JOHN EAST.

Township Kenogami No. 2, 2 m.

SAGUENAY.

River Malbaie, No. 17, 37 m.; township Callieres, 14 m.; rear township Callieres, 18 m.; Saguenay West, 1a, 10 m.; part of Saguenay 3 and 4 west, 49 m.; Bergeronnes 1 east, 25 m.; river Sainte Marguerite, No. 87, 24½.

River Manicouagan : 8, 9, 13 to 28, each 50 m.

River aux Outardes : 2, 49 m.; 3, 45 m.; 4, 63 m.; 5, 50 m.; 6, 70 m.; 7 to 13, each 50 m.

Sault au Cochon : 1 east, 30 m.; 2 east, 36 m.; 3 east, 41 m.; 4 east, 33 m.; 4a east 39 m.; 5 east, 40 m.; 5a east, 39 m.; 6 east, 60 m.; 7 east, 55 m.; 8 east, 46 m.; 9 east, 65 m.; 10 east, 68 m.; 2 west, 55 m.; 3 west, 50 m.; 4 west, 33 m.; 5 west, 38 m.; 6 west, 60 m.; 7 west, 64 m.

River Magpie : A, 52 m.; B, 42 m.

River Natashquan : 1 to 4, each 50 m.

River Piashte Bay : 1 to 8, each 25 m.

River Saint Augustin : 1 to 8, each 25 m.

Vachon and May Islands brooks, 60 m.

GRANDVILLE.

Township Bégon No. 14, 2½ m.

SAINT LAURENT DE MATAPEDIA.

Township Assemetquagan, 63 m.; township Ristigouche, river ranges 2 and 3, 1½ m.

RIMOUSKI EAST.

River Cap Chat, 1, 47½ m.; 2, 45 m.; 3, 45 m.; river Matane A, 48 m.

BONAVENTURE WEST.

Township Carleton, ranges 5 and 6, 3½ m

GASPE WEST.

River Sainte Anne : D, 48 m.; E, 43½ m.

GASPE EAST.

Grande rivière : T, 39 m.

GASPE CENTRE.

Rivière Saint-Jean : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée.

À défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en vigueur ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au Département des Terres et Forêts, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressement autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,
Ministre des Terres et Forêts.

1167

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition,

GASPE CENTRE.

River Saint John : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are open for inspection in the Department of Lands and Forests, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

ADELARD TURGEON,
Minister of Lands and Forests.

1168

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in English and French languages, and in one newspaper in the English, and one newspaper in the French language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall

devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1341

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins

upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1342

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpikes Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices,

autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer ses raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

6. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonda social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée Législative.

1343

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly.

1344

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. }

Dame Délina Rondeau a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Dubuque, cultivateur, de Marieville, district de Saint-Hyacinthe.

L. P. FOURNIER,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 9 avril 1906. 1501

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 78.

Dame Philomène Delorme, actuellement de la ville de Victoriaville, épouse commune en biens de Honoré Lambert, de Saint-Médard de Warwick, dûment autorisée aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Honoré Lambert, cultivateur, de Saint-Médard de Warwick, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été, ce jour, intentée contre le dit défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 17 avril 1906. 1529

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 75.

Chrysostôme Houle, cultivateur, de la paroisse de Saint-Albert de Warwick, Demandeur ;

vs.

Mary Auger, épouse du dit Chrysostôme Houle, du même lieu, dûment autorisée aux présentes,
Défenderesse ;
Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée en cette cause contre la défenderesse.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs du demandeur.
Arthabaska, 14 avril 1906. 1527

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
No 29.

Dame Mathilda Boislard, épouse commune en biens de Gédéon Vallières, de la paroisse de Sainte-Anastasie de Nelson, cultivateur ; la dite Mathilda Boislard, demeurant actuellement et temporairement en la ville de Victoriaville, dûment autorisée aux fins des présentes. Demanderesse ;

vs.

Le dit Gédéon Vallières, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée contre le défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 14 février 1906. 1525

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1963.

Marie Ruhlmann, actuellement de la cité de Québec, épouse commune en biens de Joseph Loschy, dûment autorisée à ester en justice par la cour, Demanderesse ;

vs

Joseph Loschy, autrefois de la cité de Québec, actuellement de lieux inconnus, Défendeur.
Une action en séparation de corps et biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

BEDARD, ROY & CHALOULT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 10 avril 1906. 1479.2

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinth. }

Dame Delima Rondeau, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Dubuque, farmer, of Marieville, district of Saint Hyacinth.

L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 9th avril 1906. 1502

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 78.

Dame Philomène Delorme, actually in the city of Victoriaville, wife common as to property of Honoré Lambert, of Saint-Médard de Warwick, duly authorized to the presents,
Plaintiff ;

vs

The said Honoré Lambert, farmer, of Saint-Médard de Warwick, Defendant.
An action for separation from bed and board has, this day, been instituted against the defendant in that case.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 17th April 1906. 1530

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 75.

Chrysostôme Houle, farmer, of the parish of Saint Albert de Warwick, Plaintiff ;

vs.

Mary Auger, wife of the said Chrysostôme Houle, of the same place, duly authorized to the presents, Defendant.
An action for separation from bed and board has been taken by the plaintiff against the defendant, this day.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 14th April, 1906. 1528

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 29.

Dame Mathilda Boislard, wife common as to property of Gédéon Vallières, of the parish of Sainte Anastasie de Nelson, farmer ; the said Mathilda Boislard, living actually and temporarily in the city of Victoriaville, duly authorized to these presents, Plaintiff ;

vs.

The said Gédéon Vallières, Defendant.
An action for separation from bed and board has been, this day, instituted against the defendant in that case.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 14th February, 1906. 1526

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 1963.

Marie Ruhlmann, now of the city of Quebec, wife common as to property of Joseph Loschy, duly authorized to sue by the court, Plaintiff ;

vs

Joseph Loschy, heretofore of the city of Quebec, now of parts unknown, Defendant.
An action for separation as to bed and board has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

BEDARD, ROY & CHALOULT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 10th April, 1906. 1480

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 3208.
 Dame Victoria Juillet, épouse de Avila Berthiaume,
 entrepreneur menuisier, des cité et district de
 Montréal, Demanderesse ;
 vs
 Avila Berthiaume, entrepreneur menuisier, des cité
 et district de Montréal, Défendeur.
 La demanderesse a institué, ce jour, une action
 en séparation de biens contre le défendeur.
 LOUIS ST JEAN,
 Député protonotaire.
 P. R. DU TREMBLAY,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 30 mars 1906. 1467.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2597.
 Dame Graziella Bilodeau, des cité et district de
 Montréal, épouse commune en biens de Joseph
 Ernest Berthiaume, du même lieu, entrepreneur
 plombier, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs
 Joseph Ernest Berthiaume, des cité et district de
 Montréal, entrepreneur plombier, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 le 15^e jour de mars 1906, contre le défendeur.
 LOUIS ST-JEAN,
 Député protonotaire.
 P. R. DU TREMBLAY,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 22 mars 1906. 1469.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 56.
 Dame Mina Bercovitch, des cité et district de
 Montréal, épouse commune en biens de Jacob
 Laibovitch, et dûment autorisée à ester en jus-
 tice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Jacob Laibovitch, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, contre le défendeur.
 HUTCHINS & MARGOLESE,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 22 mars 1906. 1331.3

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 Dame Azilda Leblanc, épouse de Narcisse Precourt,
 cultivateur, de Saint Antoine La Baie du Febvre,
 comté d'Yamaska, dans le district de Richelieu,
 Demanderesse ;
 vs
 Le dit Narcisse Precourt, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a
 été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le
 défendeur.
 L. P. FOURNIER,
 Avocat de la demanderesse.
 Sorel, 20 mars 1906. 1201.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2759.
 Dame Elizabeth Desjardins, épouse commune en
 biens de Joseph Prud'homme, marchand de la cité
 de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a,
 ce jour, intenté une action en séparation de biens
 contre son mari.
 CHS. BRUCHESI,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 9 avril 1906. 1465.2

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3208.
 Dame Victoria Juillet, wife of Avila Berthiaume,
 joiner undertaker, of the city and district of
 Montreal, Plaintiff ;
 vs
 Avila Berthiaume, joiner undertaker, of the city
 and district of Montreal, Defendant.
 The plaintiff has, this day, instituted an action
 for separation as to property against the defendant.
 LOUIS ST. JEAN,
 Deputy prothonotary.
 P. R. DU TREMBLAY,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 30th March, 1906. 1468

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No 2597.
 Dame Graziella Bilodeau, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Joseph
 Ernest Berthiaume, of the same place, plumber-
 undertaker, and duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;
 vs
 Joseph Ernest Berthiaume, of the city and district
 of Montreal, plumber-undertaker, Defendant.
 An action for separation as to property, has, the
 15th of March, 1906, been instituted against the
 defendant.
 LOUIS ST. JEAN,
 Deputy prothonotary.
 P. R. DU TREMBLAY,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 22nd March, 1906. 1470

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 56.
 Dame Mina Bercovitch, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Jacob
 Laibovitch, and duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;
 vs
 The said Jacob Laibovitch, Defendant.
 An action for separation as to property has, this
 day, been instituted against defendant.
 HUTCHINS & MARGOLESE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 22nd March, 1906. 1332

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 Dame Azilda Leblanc, wife of Narcisse Precourt,
 farmer, of Saint Antoine La Baie du Febvre,
 county of Yamaska, in the district of Richelieu,
 Plaintiff ;
 vs
 The said Narcisse Precourt, of the same place,
 Defendant.
 An action in separation as to bed and property,
 has, this day, been instituted by the plaintiff against
 the defendant.
 L. P. FOURNIER,
 Attorney for plaintiff.
 Sorel, 20th March, 1906. 1202

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2759.
 Dame Elizabeth Desjardins, wife common as to
 property of Joseph Prud'homme, of the city of
 Montreal, merchant, and duly authorized to ester en
 justice, has, this day, instituted an action for separa-
 tion as to property against her husband.
 CHS. BRUCHESI,
 Attorney for Plaintiff.
 Montreal, April 9th 1906. 1466

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1821.
Dame Délina Fraser, de Montréal, épouse de Edmond Audet dit Lapointe, menuisier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Edmond Audet dit Lapointe, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 2e jour d'avril 1906.
BEAUREGARD, RAINVILLE &
ST-JULIEN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 2 avril 1906. 1413.2

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Eulalie Desmarais, épouse commune en biens de Bernard Philippe Chartrand, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, et dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;
vs
Le dit Bernard Philippe Chartrand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10e jour d'avril 1906.
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
1 471.2 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3210.
Dame Eliza Goulet, épouse de J. Hormidas Gendron, agent, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.
JULIEN & BÉRARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 mars 1906. 1333.3

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 1468.
Dame Marie-Louise Comeau, de Montcerf, épouse de Damase St-Denis, marchand et cultivateur, de Montcerf, canton Egan, district d'Ottawa, Demanderesse ;
vs
Le dit Damase St-Denis, Défendeur
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour de mars 1906.
J. WILFRID STE-MARIE,
Procureur de la demanderesse.
Hull, 19 mars 1906. 1133.5

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dame Smarelde Boucher, épouse de Hector Matteau, marchand, tous deux de la paroisse de Saint-Elie de Caxto, a intenté une action en séparation de biens contre son époux.
ARTHUR BELIVEAU,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 12 avril 1906. 1485.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1998.
Dame Joséphine Favreau, des cité et district de Montréal, épouse commune quant aux biens de Thomas Gauthier, du même lieu, agent d'assurance, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
vs
Le dit Thomas Gauthier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13e jour de mars courant.
LIGHTHALL & HARWOOD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 21 mars 1906. 1171.5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1821.
Dame Delima Fraser, wife of Edmond Audet dit Lapointe, carpenter, of Montreal, Plaintiff ;
vs
Edmond Audet dit Lapointe, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been taken, this day, by the plaintiff, against defendant.
BEAUREGARD, RAINVILLE &
ST-JULIEN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd April, 1906. 1414

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Eulalie Desmarais, wife commune en biens of Bernard Philippe Chartrand, of the town of Richmond, of the district of Saint Francis, and for the purpose hereof judiciously authorized, Plaintiff ;
vs
The said Bernard Philippe Chartrand, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, the 10th day of April, 1906.
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
1472 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3210.
Dame Eliza Goulet, wife of J. Hormidas Gendron, agent, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.
JULIEN & BÉRARD,
Attorneys for plaintiffs.
Montreal, 30th March, 1906. 1334

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 1468.
Dame Marie Louise Comeau, of Montcerf, wife of Damase St-Denis, merchant and farmer, of Montcerf, township Egan, district of Ottawa, Plaintiff ;
vs
The said Damase St-Denis, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th March, 1906.
J. WILFRID STE-MARIE,
Attorney for plaintiff.
Hull, 19th March, 1906. 1134

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
Dame Smarelde Boucher, wife of Hector Matteau, merchant, both of the parish of Saint Elie de Caxton, has instituted an action for separation as to property against her husband.
ARTHUR BELIVEAU,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 12th April, 1906. 1486

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1998.
Dame Joséphine Favreau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Thomas Gauthier, of the same place, insurance agent, duly authorized to sue, Plaintiff ;
vs
The said Thomas Gauthier, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th day of March instant.
LIGHTHALL & HARWOOD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 21st March, 1906. 1172

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1937.

Dame Sarah Bercovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Wolofsky, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Harry Wolofsky, des cité et district de Montréal,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HUTCHINS & MARGOLESE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 février 1906. 1229.4

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7622.

Elbert Norman Jewell, ci-devant du canton de Brome, district de Bedford, agent d'assurance, et maintenant de lieux inconnus aux états-unis d'Amérique, a été poursuivi en séparation de corps et de biens et en séparation de biens par son épouse, Dame Victoria L. Leonard, du canton de Sutton, district de Bedford, commune en biens avec lui, dûment autorisée par un juge de la dite cour supérieure à ester en justice.

BAKER & BAKER,

Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 13 mars 1906. 1233.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
No. 1857.

Dame Olivine Marcotte, épouse de Alfred Leclair, journalier, tous deux de la cité de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. BEAULIEU,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 février 1906. 1481.2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 726.

Dame Arthemise Amyot, épouse commune en biens de Polycarpe Vézina, manufacturier, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Polycarpe Vézina, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7 avril 1906.

PREVOST & RINFRET,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 11 avril 1906. 1487.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3212.

Dame Dorsina Vanier, de Montréal, épouse commune en biens de Paul Denis, charretier, du même lieu, dûment autorisée en justice, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

BENJ. BENOIT,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 avril 1906. 1483.2

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes pour l'année finissant le 31 décembre 1905, et pour l'élection des directeurs.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1937

Dame Sarah Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife separated common as to property of Harry Wolofsky, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Harry Wolofsky, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HUTCHINS & MARGOLESE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1906. 1230

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7622.

Elbert Norman Jewell, heretofore of the township of Brome, district of Bedford, insurance agent, and now of parts unknown in the united states of America, has been sued in separation of bed and board and in separation of property by his wife, Dame Victoria L. Leonard, of the township of Sutton, district of Bedford, between whom community of property exists, she being duly authorized for all the purposes of said action by a judge of the said superior court.

BAKER & BAKER,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 13th March, 1906.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1857.

Dame Olivine Marcotte, wife of Alfred Leclair, laborer, both of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

J. A. BEAULIEU,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th February, 1906. 1482

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 726.

Dame Arthemise Amyot, wife common as to property of Polycarpe Vézina, manufacturer, of the town of Saint Jérôme, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Polycarpe Vézina, Defendant.

An action for separation as to property, has been instituted in this case, on the 7th April instant.

PREVOST & RINFRET,

Attorneys for plaintiff.

Saint Scholastique, 11th April, 1906. 1488

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3212.

Dame Dorsina Vanier, of Montreal, wife common as to property of Paul Denis, carter, of the same place, duly authorize to ester en justice, has instituted against her husband an action in separation as to property.

BENJ. BENOIT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th April, 1906. 1484

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held at the London office of the Company, No. 5, Great Winchester street, E. C., on Wednesday, 2nd May, 1906, at twelve o'clock noon, to receive the report of directors and statement of accounts for the year ending 31st December, 1905, and to elect directors.

Les livres de transfert seront fermés depuis le 18 avril au 2 mai, ces deux jours inclus.

Les porteurs des "Income Bonds" désirant assister ou voter à l'assemblée, doivent déposer leurs bonds au bureau de la compagnie, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,

EDWARD DENT, président,
CHAS. D. BRASSEY, secrétaire.

5, rue Great Winchester,
Londres, E. C., 7 avril 1906.

1301.3

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de la loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la Compagnie du Chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de sept pour cent "Income Bonds" de la compagnie, aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à 12.40 p. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à midi, le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution autorisant les directeurs de la compagnie, dans l'exercice des pouvoirs conférés par la dite loi pour augmenter l'émission du stock de débiteures ou obligations ou tous deux, autorisés par la loi 62 Victoria, chapitre 74, pourvu toujours que le montant total émis en vertu de la susdite loi, telle qu'amendée par la loi de cette session, n'excèdera pas la somme de \$15,000 par mille de la présente ligne et des embranchements et prolongements maintenant construits ou devant être construits à l'avenir, et que les dispositions de la dite loi 62 Victoria, chapitre 74, et ses amendements, s'appliqueront à telle émission additionnelle, à l'exception de la limitation du montant de l'intérêt annuel payable par la compagnie.

Les porteurs des "Income Bonds" désirant assister ou voter à l'assemblée, doivent déposer leurs bonds au bureau de la compagnie trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,
Secrétaire.

Daté ce 7e jour d'avril 1906.

1307.3

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de la loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la compagnie du chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de trois pour cent stock de débiteures de la compagnie aura lieu aux bureaux de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à 12.35 p. m., ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à midi, le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution autorisant les directeurs de la compagnie dans l'exercice des pouvoirs conférés par la dite loi d'augmenter l'émission du stock de débiteures ou obligations ou tous deux, autorisés par la loi 62 Victoria, chapitre 74, pourvu toujours que le montant total émis en vertu de la susdite loi, telle qu'amendée par la loi de cette session, n'excèdera pas la somme de \$15,000 par mille de la présente ligne et des embranchements et prolongements maintenant construits ou devant être construits à l'avenir, et que les dispositions de la dite loi 62 Victoria, chapitre 74, et ses amendements, s'appliqueront à telle émission addi-

The transfer books will be closed from 18th April to 2nd May, both days inclusive.

Income Bondholders desirous of attending or voting at the meeting, must deposit their bonds at the office of the company, three days at least before meeting.

By order,

EDWARD DENT, president,
CHAS. D. BRASSEY, secretary.

5, Great Winchester street.

London, E. C., 7th April, 1906.

1302

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the Legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled "An Act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the seven per cent Income Bonds of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the 2nd day of May, 1906, at 12.40 p. m., or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at twelve o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution authorizing the directors of the company, in exercise of the powers conferred by the said act to increase the issue of debenture stock or bonds or both, authorized by the act 62, Victoria, chapter 74, provided always that the total amount issued under the aforesaid act, as amended by the act of this session, shall not exceed the sum of \$15,000 per mile of the present line and of the branches and extensions now or hereafter to be constructed, and that the provisions of the said act 62 Victoria, chapter 74, and the acts amending the same, shall apply to such additional issue, with the exception of the limitation of the amount of annual interest payable by the company.

Income Bondholders desirous of attending or voting at the meeting, must deposit their bonds at the office of the company three days of least before the meeting.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,
Secretary.

Dated this 7th day of April, 1906.

1308

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the Legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled : "An Act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the three per cent, debenture stock of the company will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the 2nd day of May, 1906, at 12.35 p. m., or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at twelve o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution authorizing the directors of the company, in exercise of the powers conferred by the said act to increase the issue of debenture stock or bonds or both, authorized by the act 62, Victoria, chapter 74, provided always that the total amount issued under the aforesaid act, as amended by the act of this session, shall not exceed the sum of \$15,000 per mile of the present line and of the branches and extensions now or hereafter to be constructed, and that the provisions of the said act 62 Victoria, chapter 74, and the acts amending the same, shall apply to such additional issue, with the exception

tionnelle, à l'exception de la limitation du montant de l'intérêt annuel payable par la compagnie.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,
Secrétaire.

Daté ce 7e jour d'avril 1906.

1305.3

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions d'une loi de la législature de la province de Québec, de la présente session, intitulée : "Loi pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer Québec Central", une assemblée spéciale des porteurs de quatre pour cent du stock de débentures de la compagnie, aura lieu au bureau de la compagnie, 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., mercredi, le 2e jour de mai 1906, à midi et demi ou aussitôt après que les affaires de l'assemblée générale ordinaire de la compagnie, devant avoir lieu à midi le même jour et au même endroit, seront terminées, dans le but de prendre en considération et si il est à propos de passer une résolution autorisant les directeurs de la compagnie, dans l'exercice des pouvoirs conférés par la dite loi, pour augmenter l'émission du stock de débentures ou obligations ou tous deux autorisés par la loi 62 Victoria, chapitre 74, pourvu toujours que le montant total émis en vertu de la susdite loi, telle qu'amendée par la loi de cette session, n'excèdera pas la somme de \$15,000 par mille de la présente ligne et des embranchements et prolongements maintenant construits et devant être construits à l'avenir, et que les dispositions de la dite loi 62 Victoria, chapitre 74 et ses amendements, s'appliqueront à telle émission additionnelle à l'exception de limitation du montant de l'intérêt annuel payable par la compagnie.

Par ordre du bureau,

CHAS. D. BRASSEY,
Secrétaire.

Daté ce 7e jour d'avril 1906.

1303.3

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY
COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale annuelle des actionnaires de "Napierville Junction Railway Company" sera tenu au No 7, Place d'Armes Square, dans la cité de Montréal, mercredi, le 30e jour de mai 1906, à deux heures de l'après-midi, pour l'élection des directeurs et autres affaires.

JOHN R. MYERS,
Secrétaire.

Montréal, 11 avril 1906.

1491.2

Avis de Faillites

District de Saint-François.

Madame veuve Jean R. Morin, de Saint-Romain, a, le 14 avril 1906, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 avril 1906.

1509

Re A. J. Caron & Cie., Chicoutimi, Insolubles.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection

of the limitation of the amount of annual interest payable by the company.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,
Secretary.

Dated this 7th day of April, 1906.

1306

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of an act of the Legislature of the province of Quebec, of the present session, entitled : "An act to amend the charter of the Quebec Central Railway Company", a special meeting of the holders of the four per cent debenture stock of the company, will be held at the offices of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Wednesday, the 2nd day of May, 1906, at half past twelve o'clock or so soon thereafter as the business of the ordinary general meeting of the company, to be held at twelve o'clock, on the same day and at the same place, shall have been concluded, for the purpose of considering and if thought fit passing a resolution authorizing the directors of the company, in exercise of the powers conferred by the said act, to increase the issue of debenture stock or bonds or both authorized by the act 62 Victoria, chapter 74, provided always that the total amount issued under the aforesaid act, as amended by the act of this session, shall not exceed the sum of \$15,000 per mile of the present line and of the branches and extensions now or hereafter to be constructed, and that the provisions of the said act 62 Victoria, chapter 74, and the acts amending the same, shall apply to such additional issue with the exception of the limitation of the amount of annual interest payable by the company.

By order of the board,

CHAS. D. BRASSEY,
Secretary

Dated this 7th day of April, 1906.

1304

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY
COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Napierville Junction Railway Company will be held at No. 7, Place d'Armes Square, in the city of Montreal, on Wednesday, the 30th day of May, 1906, at the hour of two o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors and the transaction of other business.

JOHN R. MYERS,
Secretary.

Montreal, 11th April, 1906.

1492

Bankrupt Notices

District of Saint Francis.

Mrs. widow John R. Morin, of Saint Romain, has, on the 14th of April, 1906, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saint Francis, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th April, 1906.

1510

Re A. J. Caron & Cie., Chicoutimi, Insolvents.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until

jusqu'au 7 mai 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 18 avril 1906. 1511

Dans l'affaire de Charles Horace Bélanger, hôtelier, de Québec, Insolvable.

Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, payable à mon bureau le ou après le 7 mai prochain, et sera sujet à opposition jusqu'au 5 mai exclusivement.

CHARLES J. BAILLARGEON, N. P.,
Curateur. 1517

125, rue Saint Pierre, Québec.

7th May, 1906, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th April, 1906. 1512

In the matter of Charles Horace Bélanger, hotel-keeper, Quebec, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable at my office on or after the 7th May next, and will be open to objection until the 5th of May next exclusively.

CHARLES J. BAILLARGEON, N. P.,
Curator. 1518

125, Saint Peter street, Quebec.

Règles de Cour

Canada, }
Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Gaspé. }

No 950. Thomas Crockett, Demandeur;

vs

Damase Lacasse, Défendeur;

et

A. Marceau *et al.*, Opposants afin de conserver.

Il est enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

G. F. MAGUIRE,
P. C. S.

W. A. E. FLYNN,
Procureur du demandeur.
New Carlisle, 10 avril 1906. 1495

Province de Québec, }
District de Iberville, } *Cour de Circuit.*
No 3408. }

Alphonse F. Gervais, Demandeur;

vs

Joseph A. Bissonnette, marchand, de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iberville, Défendeur;

et

James McDonnell, Opposant.

En vertu de l'ordre de cette cour, donné le 5 avril 1906, à l'objection de l'insolvabilité du défendeur, les créanciers du dit défendeur sont requis de produire leurs réclamations en cette cause, au greffe de la cour de circuit du district d'Iberville, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état de compte avec pièces justificatives, conformément à l'article 673 du code de procédure civile.

ALPHONSE MORIN,
Greffier de la cour de circuit.

Saint-Jean, 5 avril 1906. 1523

Licitations

Province de Québec, }
District de Terrebonne, } *Cour Supérieure.*
No 690. }

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le quatorzième jour d'avril 1906, dans une cause dans laquelle Joseph Louis de Gonzague Masson, écuyer, médecin, de la ville de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, est Demandeur, et Raymond Masson, statuaire, de

Rules of Court

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Gaspé. }

No. 950. Thomas Crockett, Plaintiff;

vs

Damase Lacasse, Defendant;

and

A. Marceau *et al.*, Opposants for payment.

The creditors of the defendant are ordered to file their claims within the fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.

G. F. MAGUIRE,
P. S. C.

W. A. E. FLYNN,
Attorney for plaintiff.
New Carlisle, 10th April, 1906. 1496

Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Circuit Court.*
No. 3408. }

Alphonse F. Gervais, Plaintiff;

vs

Joseph A. Bissonnette, trader, of the parish of Saint Blaise, district of Iberville, Defendant;

and

James McDonnell, Opposant.

Under the order of this court, given on 5th April, 1906, seeing the allegation of the insolvency of the defendant, the creditors of the said defendant are now called upon to file them in this cause, at the office of the said circuit court of the district of Iberville, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement of account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

ALPHONSE MORIN,
Clerk circuit court.

Saint John's, 5th April, 1906. 1524

Licitations

Province of Quebec, }
District of Terrebonne, } *Superior Court.*
No. 690. }

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Saint Scholastique, in the district of Terrebonne, on the fourteenth day of April, 1906, in a cause in which Joseph Louis de Gonzague Masson, esquire, of the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, doctor, is Plaintiff, and Raymond Masson,

la cité de Montréal, dans le district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur à Demoiselle Berthe Masson, interdite; Dame Marie Joséphine Masson, épouse contractuellement séparée de biens de François de Sales Alphonse Bastien, écuyer, avocat, de la dite cité de Montréal, dit district, et le dit Bastien tant pour autoriser son épouse qu'en sa qualité de curateur à Wilfrid Masson, interdit; Demoiselle Geneviève Masson, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, sont Défendeurs, et Henri Masson, gentilhomme, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, en sa qualité de curateur *ad-hoc* à la dite Demoiselle Berthe Masson, et Hubert Desjardins, industriel, de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, en sa qualité de curateur *ad-hoc* au dit Wilfrid Masson, sont mis en cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir :

Une partie du lot de terre désigné sous le No 132, de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne, dans le district de Terrebonne, de la contenance icelle partie de 375 pieds de front, au nord de la rue Saint-Louis, sur 180 pieds de profondeur, formant une superficie d'environ 67,500 pieds; bornée en front vers le sud à la dite rue Saint-Louis, vers le nord à Joseph Ouimet ou représentants, vers l'est à Monsieur Basile Piché ou représentants, vers l'ouest à l'emplacement Latour ou représentants—avec les bâties dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, SAMEDI, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain (1906), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges à être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BERGERON & COUSINEAU,

Avocats des demandeurs.

Sainte-Scholastique, 17 avril 1906. 1505
[Première publication, 21 avril 1906.]

Province de Québec, {
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2381.

LICITATION.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 14e jour de mars 1906, dans une cause portant le numéro 2381, des records de la dite cour, où Frederick Bydwell, des cité et district de Montréal, commis, est Demandeur; et Dame Emily Firth, veuve de feu William Bydwell, en son vivant des cité et district de Montréal, employé de chemin de fer, en sa qualité de tutrice à William Fraser Bydwell et Ethel Mildred Bydwell, enfants mineurs du dit feu William Bydwell; Sarah Jane Bydwell, épouse commune en biens de Walter Reeves, commis, et le dit Walter Reeves afin d'autoriser et assister sa dite épouse, tous des cité et district de Montréal; et Humphrey Bydwell, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, savoir :

Un emplacement faisant front sur la rue Dufresne, dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins; le dit em-

placement de la cité de Montréal, in the district of Montreal, statutory, personally and in his quality of curator to Miss Berthe Masson, interdicted; Dame Marie Joséphine Masson, wife separated as to property of François de Sales Alphonse Bastien, of the said city of Montreal, said district, esquire, advocate, and the said Bastien to authorize his wife and in his quality of curator to Wilfrid Masson, interdicted; Miss Geneviève Masson, of the town of Terrebonne, in the district of Terrebonne, *filie majeure et usant de ses droits*, are Defendants, and Henri Masson, of the city of Montreal, in the district of Montreal, gentleman, in his quality of curator *ad-hoc* to the said Miss Berthe Masson, and Hubert Desjardins, of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, manufacturer, in his quality of curator *ad-hoc* to the said Wilfrid Masson, are *mis en cause*, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit :

A portion of a lot of land designated under No. 132, of the town of Terrebonne, on the official plan and book of reference of the county of Terrebonne, in the district of Terrebonne, containing said portion 375 feet in front, on the north side of said Saint Louis street, by 180 feet in depth, forming a superficies of about 67,500 feet; bounded in front towards the south to the said Saint Louis street, towards the north to Joseph Ouimet or representatives, towards the east to Basile Piché or representatives, towards the west to the Latour property or representatives—with the buildings thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on SATURDAY, the TWENTY SIXTH day of MAY next (1906), sitting the court, in the court room of the court house in Saint Scholastique, in the district of Terrebonne; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges to be deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

BERGERON & COUSINEAU,

Attorneys for plaintiff.

Saint Scholastique, 17th April, 1906. 1506
[First published, 21st April, 1906.]

Province of Quebec, {
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2381.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 14th day of March, 1906, in a cause bearing the number 2381, of the records of said court, wherein Frederick Bydwell, of the city and district of Montreal, clerk, is Plaintiff; and Dame Emily Firth, widow of the late William Bydwell, in his lifetime of the city and district of Montreal, railroad employee, in her quality of tutrix to William Fraser Bydwell and Ethel Mildred Bydwell, the minor children of the said late William Bydwell; Sarah Jane Bydwell, wife common as to property of Walter Reeves, clerk, and the said Walter Reeves to authorize and assist his said wife, all of the city and district of Montreal; and Humphrey Bydwell, of the city of Toronto, in the province of Ontario, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

An emplacement fronting on Dufresne street, the Saint Mary's ward, in the city of Montreal, containing forty eight feet in width by a depth of eighty four feet, english measure, and more or less; the said emplacement being known and distinguished

placement étant connu et désigné comme lot numéro quatorze cent trente-cinq (1435), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—avec les bâties portant les numéros civiques 92 et 94, rue Dufresne, sus-érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissable, cour tenante, dans la cour supérieure, chambre No 31, dans le palais de justice, dans la cité de Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, le DEUXIEME jour de MAI prochain (1906); sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à la vente devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après la dite adjudication, et à défaut elles seront forcloses du droit de le faire.

R. T. MULLIN,
Procureur du demandeur.

Montréal, 28 mars 1906. 1259.2
[Première publication, 31 mars 1906.]

as lot number fourteen hundred and thirty five (1435), on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward—with the buildings bearing the civic numbers 92 and 94, Dufresne street, thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, at the sitting of the superior court, in room 31, in the court house, in the city of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, on the SECOND day of MAY next (1906); subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that all oppositions to the sale must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that all oppositions for payment must be filed within six days from the adjudication, on pain of being foreclosed.

R. T. MULLIN,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th March, 1906. 1260
[First published, 31st March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: **J**HE MATHEW MOODY
No 35. **I** & SONS COMPANY,
LIMITED, de Terrebonne, Demanderesse; contre
GILBERT MILLS ET AL, Défendeurs.

La moitié nord-est du lot numéro quinze, dans le sixième rang du canton de Durham, maintenant connue sous le numéro quatre cent soixante-deux, du cadastre officiel pour le dit canton de Durham,—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Durham, le DEUXIEME jour de MAI prochain, 1906, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 28 mars 1906. 1267.2
[Première publication, 31 mars 1906.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: **J**HE MATHEW MOODY
No. 35. **I** & SONS COMPANY,
LIMITED, of Terrebonne, Plaintiff; against GILBERT MILLS ET AL, Defendants.

The north east half of lot fifteen, in the sixth range of the township of Durham, now known under number four hundred and sixty two, of official cadastre for said township of Durham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre of Durham, on the SECOND day of MAY next, 1906, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 28th March, 1906. 1268
[First published, 31st March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: **J**OUIS NADEAU, Deman-
No 114. **L** leur; contre JOSEPH
FRANCEUR, Défendeur.

Tous les droits et prétentions que le défendeur a et peut avoir sur le tiers centre du lot cadastral numéro quatre (No 4), du douzième rang du canton de Rixborough, district de Beauce; borné comme suit: en front par le chemin entre les douzième et le treizième rangs, d'un côté au nord-ouest par MM. Bégin & Fils, de l'autre côté au sud-est par Théodore Bégin, en arrière à la profondeur du rang—avec les bâties construites sur cette partie du dit lot, cir-

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: **J**OUIS NADEAU, Plaintiff;
No. 114. **L** against JOSEPH FRANCEUR, Defendant.

All the rights and claims which the defendant has or can have on the centre third of the cadastral lot number four (No. 4), of the twelfth range of the township of Rixborough, district of Beauce; bounded as follows: in front by the road between the twelfth and thirteenth ranges, on one side to the north west by Messrs. Bégin & Fils, on the other side to the south east by Théodore Bégin, in rear by the depth of the range—with the buildings

constances et dépendances. Sauf et à distraire les machines et machineries qui se trouvent dans le moulin situé sur cette partie du lot occupée par le défendeur, lesquelles dites machines devant être distraites en faveur de la "Cie Savoie-Guay."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger de Rixborough, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 17 avril 1906.

1547

[Première publication, 21 avril 1906.]

Ventes par le Sherif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux spécifiés tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Cour Supérieure, } DAME JANE DONAGHY,
District de Bedford, } de la ville et du district
No. 7627. } de Bedford, veuve de feu
Joseph Nugent, en son vivant de la cité de Boston, gazier, Demanderesse; contre les meubles et immeubles de THEOPHILE BARON, de la dite ville de Bedford, manufacturier de poêles et fondeur, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans la ville de Bedford et district de Bedford, décrit comme suit :

1° Ce morceau de terre formant partie du sixième rang, arpentage primitif, du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, comme partie du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-six (1886), et décrit comme suit : commençant au coin sud-est du lot numéro 1985 ; de là nord le long de la ligne ouest du dit lot 1886, cent douze pieds ; de là courant est soixante et cinq pieds ; de là sud une distance parallèle, 111 pieds ; de là sur le côté nord du chemin public, 65 pieds jusqu'au point de départ ; borné à l'est par le numéro 1987, au nord par partie du numéro 1886, à l'ouest par le numéro 1985, et au sud par le chemin public.

2° Ce morceau de terre formant partie du dit sixième rang, arpentage primitif, du dit canton de Stanbridge, et formant partie de la partie est du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-sept, des dits plan et livre de renvoi officiels, et décrit comme suit : commençant à un certain point sur le côté ouest du chemin conduisant de Upper Bedford ainsi appelé jusqu'à Pigeon Hill, et au coin sud-ouest d'un autre chemin appelé une route courant de l'est à l'ouest ; de là ouest le long de la dite route, 119 pieds jusqu'au lot numéro 1886 ; de là nord le long du côté est du dit lot, cent onze pieds ; de là est dans une ligne droite parallèle à la ligne en premier lieu mentionnée, 139 pieds jusqu'à l'est du chemin public ; de là le long du côté ouest du dit chemin public jusqu'au point de départ ; borné comme suit : à l'est et au sud par un chemin public, à l'ouest par le numéro 1886, et au nord par le résidu du dit lot 1987—ensemble avec toutes les bâtisses érigées et améliorations faites sur les dits morceaux de terre, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Damien de Bedford, dans les ville et district de Bedford, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 14 avril 1906.

1557

[Première publication, 21 avril 1906.]

erected on that part of the said lot, circumstances and dependencies. Saving and reserving the machines and machinery which are in the mill situated on that part of the lot occupied by the defendant, which said machines are to be reserved in favor of the "Cie Savoie-Guay."

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger de Rixborough, on the TWENTY THIRD day of MAY next (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 17th April, 1906.

1548

[First published, 21st April, 1906.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Superior Court, } DAME JANE DONAGHY,
District of Bedford, } of the town and district
No. 7627. } of Bedford, widow of the late
Joseph Nugent, in his lifetime of the city of Boston, gas-fitter, Plaintiff ; against the goods and lands of THEOPHILE BARON, of the said town of Bedford, stove finisher and founder, Defendant.

That certain piece of land being in the town of Bedford and district of Bedford, and described as follows :

1. That certain piece of land forming part of the sixth range of the primitive survey of the township of Stanbridge, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as part of lot number nineteen hundred and eighty six (1886), and described as follows : beginning at the south east corner of lot number 1985 ; thence north along the west line of the said lot 1986, one hundred and twelve feet ; thence running easterly sixty five feet ; thence south a parallel distance, 111 feet ; thence on north side of public road, 65 feet to place of beginning : being bounded east by number 1987, north by part of number 1886, west by number 1985, and south by public road.

2. That certain piece of land forming part of said sixth range, primitive survey, of said township of Stanbridge, and forming part of the east part of lot number nineteen hundred and eighty seven (1887), of said official plan and book of reference, and described as follows : commencing at a certain point on the west side of the road leading from Upper Bedford so called to Pigeon Hill, and at the south west corner of another road called a bye-road running from east to west ; thence westerly along said bye-road, 119 feet to lot number 1886 ; thence northerly along the east side of said lot, one hundred and eleven feet ; thence easterly on a straight line parallel with the first mentioned line, 139 feet to the east highway ; thence along the west side of said highway to the place of beginning ; bounded as follows : east and south by a public road, west by number 1886, and north by residue of said lot 1987—together with all buildings and improvements on said pieces of land and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Damien de Bedford, in the town and district of Bedford, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 14th April, 1906.

1558

[First published, 21st April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **E** MILE BRIEN DIT DESROCHERS, Demandeur ;
No 3864. }
contre JOSEPH NAPOLEON MARION, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dans le district de Joliette, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, sous le numéro trois cent trente-trois (333)—avec maison, grange et autres dépendances dessus construites. Sauf à distraire de la dite terre cette partie du dit numéro 333 ; bornée en front au chemin de front, en profondeur à un cours d'eau verbalisé, d'un côté au numéro 334, des dits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au surplus du dit lot numéro 333, ainsi que les bâtisses érigées sur icelle partie du dit lot numéro 333, laquelle a une contenance de cent quatre-vingt pieds de largeur, mesure française, sur environ deux cent pieds de profondeur.

2° Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (498)—bâti de maison, hangar et autres dépendances.

3° Un lopin de terre sis et situé dans le deuxième rang du canton Rawdon, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Julienne, dans le district de Joliette, sous le numéro cinq cent treize (513).

4° Un autre lopin de terre sis et situé dans le deuxième rang du canton de Rawdon, et connu et désigné comme étant le numéro cinq cent quatorze (514), des dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Julienne.

5° Un autre lopin de terre sis et situé dans le deuxième rang du canton de Rawdon, et connu et désigné comme étant le numéro cinq cent seize (516), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Julienne.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, savoir : les Nos 333 et 498, le DEUXIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi ; et les autres Nos 513, 514 et 516, le MEME JOUR, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Julienne, à DEUX heures de l'après midi.

P. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 24 mars 1906.

Shérif.
1193.2

[Première publication, 31 mars 1906].

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **P**ETER KEARNEY, marchand, de la cité et district de Montréal, et y faisant affaires seul comme tel, sous la raison sociale de "Kearney Brothers", Demandeur ; contre les terres et tenements de J. J. MOORE, du même lieu, Défendeur.

Les droits du défendeur comme légataire en

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **E** MILE BRIEN DIT DESROCHERS, Plaintiff ; against
No. 3864. }
JOSEPH NAPOLEON MARION, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Jacques de l'Achigan, in the district of Joliette, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Jacques de l'Achigan, as number three hundred and thirty three (333)—with house, barn and other dependencies thereon erected. Reserving and excepting from the said lot of land that part of the said number 333 ; bounded in front by the front road, in depth by a verbalized water-course, on one side by No. 334, of the said official plan and book of reference, and on the other side by the surplus of the said lot No. 333, as also the buildings erected on the said part of the said lot No. 333, which contains one hundred and eighty feet, french measure, by about two hundred feet in depth.

2. A lot known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Jacques de l'Achigan, as number four hundred and ninety eight (498)—with a house, barn and other dependencies.

3. A lot of land situate in the second range of the township Rawdon, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte-Julienne, in the district of Joliette, as number five hundred and thirteen (513).

4. Another lot of land situate in the second range of the township Rawdon, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte-Julienne, as number five hundred and fourteen (514).

5. Another lot of land situate in the second range of the township Rawdon, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte-Julienne, as number five hundred and sixteen (516).

To be sold at the church door of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, to wit : the Nos. 333 and 498, on the SECOND day of the month of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon ; and the other Nos. 513, 514 and 516, on the SAME DAY, at the church door of the parish of Sainte-Julienne, at TWO of the clock in the afternoon.

P. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 24th March, 1906.

Sheriff.
1194

[First published, 31st March, 1906.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **P**ETER KEARNEY, merchant, of the city and district of Montreal, and doing business there alone as such under the style and firm of "Kearney Brothers", Plaintiff ; against the lands and tenements of J. J. MOORE, of the same place, Defendant.

The rights of the defendant as legatee of life

usufruit viager, en vertu du testament de sa mère, Dame Elizabeth Myler, épouse en secondes nocces de James Main, absent de la province de Québec, en date du 23 février 1903, devant Mr. Fahey, notaire, dont copie est produite pour référence, s'il y a besoin, dans l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un lot de terre ais et situé dans le village du Sault au Récollet, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses y érigées; borné en front par le chemin du Roi, et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro deux cent dix-neuf (219).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND.

Bureau du Shérif, Montréal, 18 avril 1906. 1537
[Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ARTHUR SIMARD**, agent
No 1209. } financier, **EMILE SIMARD**, docteur en médecine, et **JOSEPH HORACE DAVID**, avocat, demeurant tous trois dans les cité et district de Montréal, agissant aux présentes en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs des biens de la succession de feu Joseph Simard, en son vivant notaire, de la cité et du district de Montréal, Demandeurs; contre les terres et tenements de **MARIE JOSEPH ELZEAR DROLET**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un emplacement situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, composé des lots numéros (173 et 174) cent soixante-treize et cent-soixante-quatorze, de la subdivision du lot officiel (31) trente et un, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses et maisons dessus érigées et les servitudes s'y rattachant; le dit emplacement étant borné en front par la rue Davidson.

2° Un terrain situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, connu et désigné comme lot numéro (706) sept cent six, de la subdivision du lot officiel (15) quinze, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les maisons et bâtisses dessus érigées; le dit terrain étant borné en front par la rue Drolet.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le cinquième jour d'avril (1906), aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU.

Bureau du Shérif, Montréal, 18 avril 1906. Shérif. 1535
[Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **RODOLPHE AUDETTE**
No 798. } et **ROGER LARUE**,
des cité et district de Québec, et l'honorable **ALFRED A. THIBAUDEAU**, de la cité de Montréal, marchands, faisant affaires en société comme tels à Montréal susdit, sous le nom de Thibaudau Brothers & Co, Demandeurs; contre les terres et tenements de **ALBERT JETTE**, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Le quatorzième indivis d'une propriété d'un certain terrain—avec bâtisses y érigées, situé dans le quartier Lafontaine, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Beaudry, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, sous les nu-

usufruit, in virtue of the last will of his mother, Dame Elizabeth Myler, wife by her second marriage of James Main, absent from the province of Quebec, dated the 23rd of February, 1903, before Mr. Fahey, notary, copy whereof is filed for reference, if needed, in the immovable hereinafter mentioned, to wit:

A lot of land lying and situate in the village of Sault au Récollet, county of Hochelaga, district of Montreal; bounded in front by the King's highway—with the building thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, as number two hundred and nineteen (219).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Montréal, 18th April, 1906. Sheriff. 1538
[First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ARTHUR SIMARD**, finan-
No. 1209. } cial agent, **EMILE SIMARD**, doctor of medicine, and **JOSEPH HORACE DAVID**, advocate, all three residing in the city and district of Montreal, acting herein in their quality of testamentary executors and administrators of the property of the estate of the late Joseph Simard, in his lifetime notary, of the city and district of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements of **MARIE JOSEPH ELZEAR DROLET**, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal, composed of lots numbers (173 and 174) one hundred and seventy three and one hundred and seventy four, of the subdivision of the official lot (31) thirty one, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga county of Hochelaga—with the buildings and houses thereon erected and the servitudes thereunto appertaining; the said lot being bounded in front by Davidson street.

2. A lot situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, known and described as lot number (706) seven hundred and six, of the subdivision of the official lot (15) fifteen, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the houses and buildings thereon erected; the said lot being bounded in front by Drolet street.

Notice is hereby given that the sale of the above mentioned immovable, seized in the present cause, which should have taken place on the fifth day of April (1906), will take place in my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU.

Sheriff's Office, Montréal, 18th April, 1906. Sheriff. 1535
[First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal to wit: } **RODOLPHE AUDETTE** and
No 798. } **ROGER LARUE**, of the city and district of Québec, and the Honorable **ALFRED A. THIBAUDEAU**, of the city of Montreal, merchants, doing business in partnership as such, at Montreal aforesaid, under the style and firm of Thibaudau Brothers & Co, Plaintiffs; against the lands and tenements of **ALBERT JETTE**, of the city and district of Montreal, Defendant.

The undivided fourteenth part of the ownership of a certain lot—with buildings thereon erected, situate in Lafontaine ward, of the city of Montreal; bounded in front by Beaudry street, known and designated on the official plan and book of reference of Saint James ward, of the city of Montreal, as the

méros onze cent trente six et onze cent trente-sept (Nos 1136 et 1137.)

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Sherif,

Montréal, 19 avril 1906.

[Première publication, 21 avril 1906.]

Sherif.

1565

numbers eleven hundred and thirty six and eleven hundred and thirty seven (Nos 1136 and 1137).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Montreal, 19th April, 1906.

[First published, 21st April, 1906.]

Deputy sheriff.

1566

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOHN NUTT, des cité et No 797. } district de Montréal, entre-

preneur, Demandeur; contre les terres et tenements de THOMAS TAIT, de la ville de Saint-Louis, dit district, jardinier, Défendeur.

Un lopin de terre sis et situé en la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros de subdivision quarante (40), quarante et un (41), quarante deux (42), quarante-trois (43), quarante-quatre (44) et quarante-cinq (45), de la subdivision officielle du lot numéro deux (2), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comencé de Jacques Cartier, sous le numéro six cent quarante et un (641); borné en front par l'avenue Esplanade—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. K. THIBAUDEAU.

Bureau du Sherif,

Montréal, 18 avril 1906.

[Première publication, 21 avril 1906.]

Sherif.

1531

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOHN NUTT, of the city No. 797. } and district of Montreal,

contractor, Plaintiff; against the lands and tenements of THOMAS TAIT, of the town of Saint Louis, said district, gardner, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, made up of the lots of land known and described as numbers forty (40), forty one (41), forty two (42), forty three (43), forty four (44) and forty five (45), of the official subdivision of the lot number two (2), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, as number six hundred and forty one (641); bounded in front by Esplanade avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office.

Montreal, 18th April, 1906.

[First published, 21st April, 1906.]

Sheriff.

1532

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE MONTREAL CREDIT No 14527. } COMPANY, corps

incorporé, ayant sa place d'affaires à Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de AUGUSTE MARTINEAU, de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné comme partie du lot numéro cent soixante et neuf, de la subdivision numéro trois cent trente et un (169-331), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné comme suit: en front par la rue Chambord, en arrière par le lot numéro deux cent dix, de la subdivision du lot numéro trois cent trente et un (210-331), au côté nord par le lot numéro cent soixante et dix, de la subdivision du dit lot numéro trois cent trente et un (170-331), et du côté sud par le résidu du dit lot numéro cent soixante et neuf, de la subdivision du dit lot numéro trois cent trente et un (169-331), des susdits plans—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Sherif,

Montréal, 18 avril 1906.

[Première publication, 21 avril 1906.]

Député shérif.

1539

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE MONTREAL CREDIT No. 14527. } COMPANY, a body politic

and corporate, having its place of business at Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of AUGUSTE MARTINEAU, of Montreal, Defendant.

A lot of land situated and being in the city of Montreal, known and described as part of lot number one hundred and sixty nine, of the subdivision number three hundred and thirty-one (169-331), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint-Louis; bounded as follows: in front by Chambord street, in rear by lot number two hundred and ten, of the subdivision of the lot number three hundred and thirty one (210-331), on the north side by lot number one hundred and seventy, of the subdivision of the said lot number three hundred and thirty-one (170-331), and on the south side by the residue of the said lot number three hundred and sixty-nine, of the subdivision of the said lot number three hundred and thirty one (169-331), of the said plans—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Montreal, 18th April, 1906.

[First published, 21st April, 1906.]

Deputy Sheriff.

1540

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Montréal, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE No 146. } NALE, corps politique et

incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et le district de Québec, et ayant aussi un bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, Demanderesse; contre les terres et tenements de M. J. E. DROLET, de la cité et du district de Montréal, et L. ELZEAR LORTIE, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit M. J. E. Drolet, l'immeuble suivant, savoir :

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Montreal, to wit : } LA BANQUE NATIONALE No. 146. } NALE, a body politic

and corporate, having its head office in the city and district of Quebec, and also a business office in the town of Saint John's, district of Iberville, Plaintiff; against the lands and tenements of M. J. E. DROLET, of the city and district of Montreal, and L. ELZEAR LORTIE, of the town of Saint John's, district of Iberville, Defendants.

Seized as belonging to the said M. J. E. Drolet, the following immovable, to wit :

Un lot de terre ou emplacement sis et situé dans l'île Jésus, paroisse de Saint-Martin, dans le comté de Laval, faisant partie du lot de terre désigné sous le numéro deux cent cinquante-six (No 256), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin; borné en front par le chemin public, en arrière par la rivière des Prairies, d'un côté par un terrain appartenant aux commissaires d'écoles, et de l'autre côté par le terrain faisant partie du même lot deux cent cinquante-six, et appartenant à la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique—avec une maison en pierre et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Martin, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 avril 1906.

Shérif.
1533

[Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH LEFEBVRE, No 370. } maître plâtrier, des cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de MARIE JOSEPH ELZEAR DROLET, du même lieu, Défendeur.

Un terrain sis et situé en la ville Saint-Louis, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante-deux, de la subdivision officielle du lot numéro onze (11-252), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans le district de Montréal; borné en front par la rue Saint-Laurent, contenant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, moins, cependant, cinq pieds pour l'élargissement de la dite rue Saint-Laurent, avec droit dans la ruelle située en arrière du dit lot—sans bâties.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 27 mars 1906.

Député Shérif.
1215.2

[Première publication, 31 mars 1906.]

1. A lot or piece of land situate and being in the Ile Jésus, parish of Saint Martin, in the county of Laval, forming part of the lot described as number two hundred and fifty six (256), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Martin; bounded in front by the public road, in rear by the river des Prairies, on one side by a lot belonging to the school commissioners, and on the other side by the lot forming part of the same lot two hundred and fifty six, and belonging to the Canadian Pacific Railway Company—with a stone house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Martin, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Montreal, 18th April, 1906.

Sheriff.
1534

[First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH LEFEBVRE, No. 370. } master-plasterer, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of MARIE JOSEPH ELZEAR DROLET, of the same place, Defendant.

A lot situate in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, known and described as number two hundred and fifty two, of the official subdivision of the lot number eleven (11-252), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, in the district of Montreal; bounded in front by Saint Lawrence street, containing twenty five feet in front by eighty four feet in depth, less, however, five feet for the widening of Saint Lawrence street aforesaid, with a right in the lane situated in rear of the said lot—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,

Montreal, 27th March, 1906.

Deputy Sheriff.

1216

[First published, 31st March, 1906.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } GEDEON GRIGNON, com- No 1406. } marchand, de la cité de Hull, district d'Ottawa, Demandeur; contre WILLIAM BUCKLAND, du canton de Denholm, dit district, Défendeur, à savoir :

Tout ce morceau de terre contenant cent cinquante-neuf acres en superficie, plus ou moins, connu comme lot numéro quarante-trois (43), dans le rang lettre A, du canton de Denholm, dans le comté de Wright, district d'Ottawa—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,
Hull, 17 avril 1906.

Shérif.
1521

[Première publication, 21 avril 1906.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } GEDEON GRIGNON, trader, No. 1406. } of the city of Hull, district of Ottawa, Plaintiff; against WILLIAM BUCKLAND, of the township of Denholm, said district, Defendant, to wit :

All that parcel of land containing one hundred and fifty nine acres in superficies, more or less, known as the lot number forty three (43), in the range letter A, of the township of Denholm, in the county of Wright, district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 17th April, 1906.

Sheriff.
1522

[First published, 21st April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC, vs
No 5. } **JOSEPH DORION**, à sa-
voir :

Le lot No 1845E (mille huit cent quarante cinq E), du cadastre officiel pour le quartier Jacques Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Fleurie—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Québec, 19 avril 1906.

1551

[Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ; vs
No 1209. } **JOSEPH LAMONTAGNE**,
à savoir :

Le lot No 1264 (mille deux cent soixante-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Shérif.

Québec, 5 avril 1906.

1353.2

[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D** AME ANNEE BERGE-
No 1211. } **RON ET VIR**; contre
CHARLES MARANDA, à savoir :

La juste moitié est du lot No 1276 (mille deux cent soixante et seize), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame de la ville de Lévis, contenant deux perches et demie de front sur cinq perches de profondeur, plus ou moins; borné en front à la rue Saint-Georges, en arrière à Dame C. W. Carrier, à l'ouest à Dame Jean-Nérée Fournier, à l'est aux représentants de feu F. X. Thompson, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Georges—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$18.00 constituée au capital de \$300.00, payable semi-annuellement le premier mai et le premier novembre chaque année, à Stanislas Poliquin ou ses représentants.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif,

Shérif.

Québec, 5 avril 1906.

1355.2

[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T** HE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 5. } **JOSEPH DORION**, to wit :

Lot No. 1845 E (one thousand eight hundred and five E), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Fleurie street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec, 19th April, 1906.

1552

[First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **T** HE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1209. } **JOSEPH LAMONTAGNE**,
to wit :

Lot No. 1264 (one thousand two hundred and sixty four), of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Saint Valier street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec, 5th April, 1906.

1354

[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **D** AME ANNEE BERGERON
No. 1211. } **ET VIR**; against **CHARLES**
MARANDA, to wit :

The exact east half of lot No. 1276 (one thousand two hundred and seventy six), of the official cadastre for Notre-Dame ward of the town of Lévis, containing two perches and a half in front by five perches in depth, more or less; bounded in front by Saint-George street, in rear by Mrs. C. W. Carrier, on the west by Mrs. Jean Nérée Fournier, on the east by the representatives of the late F. X. Thompson, being a lot situate on Saint-George street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$18.00 constituted on the capital of \$300.00, payable half yearly on the first of May and first of November, every year, to Stanislas Poliquin or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Quebec, 5th April, 1906.

1356

[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **DELPHIS RITCHOT**, Deman-
 No 4691. } deur ; contre **ARTHUR**
NEVEU, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village de Pierreville, à l'endroit ci-devant nommé village des Gill, au nord-est du chemin public qui longe la rivière Saint-François, de la contenance de quatre-vingt-dix pieds de front sur la même profondeur, mesure française ; tenant devant au chemin public, en arrière au terrain de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, des deux côtés à la société industrielle Côté & Cie—avec les bâtisses dessus érigées.

Ce morceau de terre fait partie du lot numéro neuf cent six (pt. No 906), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville, le **VINGT-TROISIEME** jour du mois de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Sorel, 17 avril 1906. 1519
 [Première publication, 21 avril 1906].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **DELPHIS RITCHOT**, Plaintiff ;
 No. 4691. } against **ARTHUR NEVEU**,
 Defendant.

A piece of land situate in the village of Pierreville, at the place called Gill Village, to the north east of the public road running alongside the river Saint Francis, containing ninety feet in front by the same depth, french measure; bounded in front by the public road, in rear by the ground of "l'Oeuvre et Fabrique" of the parish Saint Thomas de Pierreville, on both sides by the "Société Industrielle Côté & Cie."—with the buildings thereon erected.

The said lot of land being a part of lot number nine hundred and six (pt. No. 906), of the official cadastre for the parish of Saint Thomas de Pierreville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Thomas de Pierreville, on the **TWENTY-THIRD** day on the month of **MAY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Sorel, 17th April, 1906. 1520
 [First published, 21st April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—Rimouski.*

No 7400. } **ISIDORE GAGNON**, Demandeur ; vs
 } **JOSEPH LEVESQUE**, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint Moïse, avec bâtisses, étant le numéro 74, du cadastre officiel du rang sud ouest, chemin Matapédia, canton Cabot.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint Moïse, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** 1906, à **DIX** heures et **QUART** de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Rimouski, 18 avril 1906. 1561
 [Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—Rimouski.*

Rimouski, à savoir : } **THOMAS BEAULIEU**,
 No. 4419. } Demandeur ; vs **MA-**
GLOIRE DUBÉ, Défendeur, savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations, bâtisses et autres, possédés par le dit Magloire Dubé, sur le numéro 69, du cadastre officiel, rang sud-ouest, chemin Matapédia, canton Cabot, paroisse de Saint-Moïse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** 1906, à **DIX** heures avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Rimouski, 18 avril 1906. 1559
 [Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—Rimouski.*

Rimouski, à savoir : } **LOUIS FELIX CHOUI-**
 No 7118. } **NARD**, Demandeur ;
 vs **JOSEPH OUELLET**, Défendeur, savoir :

Une terre située dans la paroisse de Saint Moïse, en le onzième rang du canton Cabot, de la contenance de cent acres en superficie ; bornée à l'est à la route centrale, et à l'ouest par Paul Verreault, étant connue sous le numéro un, des dits canton et rang—avec bâtisses sus-construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the aforementioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respect ve times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—Rimouski.*

No 7400. } **ISIDORE GAGNON**, Plaintiff ; vs
 } **JOSEPH LEVESQUE**, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Moïse—with buildings, being number 74, of the official cadastre south west range, Matapédia road, township Cabot.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the **TWENTY SECOND** day of **MAY**, 1906, at **QUARTER** past **TEN** o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Rimouski, 18th April, 1906. 1562
 [First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—Rimouski.*

Rimouski, to wit : } **THOMAS BEAULIEU**,
 No. 4419. } Plaintiff ; against **MA-**
GLOIRE DUBÉ, Defendant, to wit :

All the rights of clearance, improvements, buildings and others, owned by the said Magloire Dubé, on number 69, of the official cadastre, south west range, Matapédia road, township of Cabot, parish of Saint Moïse.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the **TWENTY SECOND** day of **MAY**, 1906, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Rimouski, 18th April, 1906. 1560
 [First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—Rimouski.*

Rimouski, to wit : } **LOUIS FELIX CHOUI-**
 No. 7118. } **NARD**, Plaintiff ; vs
JOSEPH OUELLET, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Moïse, in the eleventh range of the township Cabot, containing one hundred acres in area ; bounded on the east by the central road, and on the west by Paul Verreault, being known as number one, of the said township and range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of

roisse de Saint-Moïse, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI 1906, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif.

Rimouski, 18 avril 1906.

[Première publication, 21 avril 1906.]

Shérif.
1563

Saint-Moïse, on the TWENTY SECOND day of MAY, 1906, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office,

Rimouski, 18th April, 1906.

[First published, 21st April, 1906.]

Sheriff.
1564

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No 151. } **DAME EXILDA LECLERC**, épouse de Napoléon Richer, Demanderesse ; contre le dit NAPOLEON RICHER, Défendeur ; savoir : Un terrain situé en la cité de Saint-Hyacinthe, étant le lot numéro cinq cent vingt-huit (No 528), des plan et livre de renvoi officiels de la dite cité de Saint-Hyacinthe—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite cité de Saint-Hyacinthe, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. M. BORDUA,

Bureau du Shérif,

Saint-Hyacinthe, 28 mars 1906.

[Première publication, 31 mars 1906.]

Shérif.
1231-2

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of St. Hyacinth, No. 151. } **MRS. EXILDA LECLERC**, wife of Napoleon Richer, Plaintiff ; against the said NAPOLEON RICHER, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the city of Saint Hyacinth, being the lot number five hundred and twenty eight (528), of the official plan and book of reference for the said city of Saint Hyacinth—with the buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said city of Saint Hyacinth, on the FIRST day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. M. BORDUA,

Sheriff's Office,

Saint Hyacinth, 28th March, 1906.

[First published, 31st March, 1906.]

Sheriff.
1232

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Sainte-Scholastique, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, Demanderesse ; vs. JOHN STUART BUCHAN, Défendeur, à savoir : 1° Un lot de terre situé sur la rivière du Nord Settlement, en la paroisse de Saint-André, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro trois cents (300) ; et borné au nord par le lot No 296, au sud par le lot No 301, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

2° Une partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par le lot No 300, au sud par le lot No 303, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

3° Une partie du lot numéro trois cent trois (303), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné du nord par le lot No 301, au sud par une autre partie du lot No 303, appartenant à Hugh Walsh ou représentants, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

4° Une autre partie du lot numéro trois cent un

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sainte Scholastique, to wit : } **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, Plaintiff ; vs JOHN STUART BUCHAN, Defendant, to wit :

1. A certain lot of land situate on the North River Settlement, in the parish of Saint André, county of Argenteuil, district of Montreal, known and described on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Andrews, as number three hundred (300) ; and bounded on the north by lot No. 296, on the south by lot No. 301, on the east by the public road, running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North River.

2. A part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference ; and bounded on the north by the lot No. 300, on the south by lot No. 303, on the east by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North river.

3. A part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference ; and bounded on the north by the lot No. 301, on the south by part of lot No. 303, belonging to Hugh Walsh or representatives, on the east by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North River.

4. A part of lot number three hundred and one

Sheriff's Sales—Terrebonne

(301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par le lot No 299, au sud et à l'est par le lot No 302, connu comme étant le chemin de Beech Ridge, et à l'ouest par une autre partie du dit lot No 301, appartenant à Hugh Walsh ou représentants.

5° Une autre partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par une partie du dit chemin de Beech Ridge, No 302, et partie par le lot No 299, au sud par le lot No 303, à l'est par le lot No 664, et à l'ouest par le dit lot No 302.

6° Une autre partie du lot No trois cent trois, de forme triangulaire, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par le lot No 301, au sud et à l'est par le chemin de Beech Ridge, No 302, et à l'ouest par une autre partie du lot No 303, appartenant à Hugh Walsh ou représentants.

7° Une autre partie du lot No trois cent trois, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord partie par le chemin de Beech Ridge, No 302, et partie par le lot No 301, au sud par le lot No 304, à l'est partie par le lot No 662, et partie par le lot No 664, et à l'ouest partie par le dit lot No 302 et partie par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André.

8° Une partie du lot numéro trois cent quatre, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par le lot No 303, au sud par le lot No 305, à l'est par le lot No 662, et à l'ouest par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André.

9° Une partie du lot No trois cent cinq (305), situé au même lieu, connue et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par le lot No 304, au sud par le lot numéro 324, à l'est par le lot No 662, et à l'ouest partie par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et partie par une petite partie du dit lot No 305, étant la propriété des commissaires d'écoles de Saint-André.

Les dits lots de terre formant une seule propriété et pour être vendus en bloc comme un seul morceau de terre, et contenant trois cent cinquante-quatre arpents, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

A distraire, cependant, des dits lots de terre, une certaine lisière de terre sur laquelle est construit le chemin de fer de Ottawa Valley (Railway).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Saint-André, dit district, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 avril 1906. 1541
[Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Sainte-Scholastique, à savoir : } **UDGER GRA-**
No 1610. } **VEL, Demandeur ;**
contre **EMERY L. RACINE, Défendeur,**
savoir :

Un emplacement situé dans le second rang du township de Grenville, en le village de Calumet, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township de Grenville, sous le numéro quinze Q (15 Q), comprenant sept dixièmes d'arpent en superficie, plus ou moins—avec une maison et une boutique de forge dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en le village de Grenville, dit district, le VINGT-

(301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference ; and bounded on the north by the lot No. 299, on the south and east by lot No. 302, known as being the Beech Ridge road, and on the west by another part of the said lot No. 301, belonging to Hugh Walsh or representatives.

5. Another part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference ; bounded on the north by a part of the said Beech Ridge road, No 302, and partly by lot No 299, on the south by lot No 303, on the east by lot No. 664, and on the west by the said lot No. 302.

6. Another part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place known and described on the same official plan and book of reference, and bounded on the north by the lot No. 301, on the south and east by Beech Ridge road, No. 302, and on the west by another part of lot No. 303, belonging to Hugh Walsh or representatives.

7. Another part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference and bounded on the north by the Beech Ridge road No. 302 in part, and partly by lot No. 301, on the south by lot No. 304, on the east partly by lot No. 662, and partly by lot No. 664, on the west partly by said lot No. 302 and partly by the public road running between Lachute and Saint Andrews.

8. Another part of lot number three hundred and four (304), situate at the same place known and described on the same official plan and book of reference ; and bounded on the north by the lot No. 303, on the south by lot No. 305, on the east by lot No. 662, and the west by the public road running between Lachute and Saint Andrews.

9. A part of lot number three hundred and five (305), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, and bounded on the north by the lot No. 304, on the south by lot No. 324, on the east by lot No. 662, and on the west partly by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and partly by a small part of the said lot No. 305, being the property of the school commissioners of Saint Andrews.

Said lots of land forming one and the same plot, and to be sold together *en bloc* as one piece of land, and containing three hundred and fifty four arpents, more or less—with the buildings thereon erected.

Reserving, however, from the said lots a certain strip of ground on which the Ottawa Valley railway is built.

To be sold at the catholic church door, in the village of Saint Andrews, said district, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 17th April, 1906. 1542
[First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Sainte Scholastique, to wit : } **UDGER GRA-**
No. 1610. } **VEL, Plaintiff ;**
against **EMERY L. RACINE, Defendant, to wit :**

A lot situate in the second range of the township of Grenville, in the village of Calumet, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Grenville, as number fifteen Q (15Q), containing seven tenths of an arpent in area, more or less—with a house and a forge thereon erected.

To be sold at the roman catholic church door of the village of Grenville, said district, on the

TROISIEME jour de MAI prochain, entre ONZE et DOUZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 avril 1906. 1543
[Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Sainte Scholastique, savoir : } LOUIS G. GAU-
No 2904 } L DREAU, De-

mandeur ; vs MOISE BELAIR ET AL, Défendeurs.
La propriété appartenant à Moïse Bélair, l'un des défendeurs, savoir :

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro quatre (4), du cinquième rang du canton Wexford, contenant une superficie de cent vingt-six arpents—avec maison et dépendances y érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Adèle, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 avril 1906. 1545
[Première publication, 21 avril 1906.]

TWENTY THIRD day of MAY next, between ELEVEN and TWELVE of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 17th April, 1906. 1544
[First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sainte Scholastique, to wit : } LOUIS G. GAU-
No. 2904. } L DREAU, Plain-

tiff; vs MOISE BELAIR ET AL, Defendants.
The property belonging to Moïse Bélair, one of the defendants, to wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte Adèle, in the county and district of Terrebonne, known and distinguished on the official plan and book of reference for the said parish, under the number four (4), of the fifth range of the township Wexford, containing an area of one hundred and twenty six arpents—with house and dependencies thereon erected.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Sainte Adèle, in the said district, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TWELVE of the clock noon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 17th April, 1906. 1546
[First published, 21st April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donne que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ELOI AR-
No. 143. } CHAMBEAULT,
Demandeur ; contre ALBERT LAUZON, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Didace, dans les cinquième et sixième rangs de la seigneurie de Lanaudière, de deux arpents de front sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous les numéros cent soixante et sept et deux cent dix (167 et 210), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Didace—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Didace, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHAS DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 avril 1906. 1515
[Première publication, 21 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH ALEXIS
No 117. } DUFRESNE, De-
mandeur ; vs JOSEPH ARTHUR DUFRESNE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant :

La moitié nord d'un certain lot de terre situé à Shawinigan Falls, connu et désigné comme faisant partie de la subdivision numéro sept cent trente-trois (733), du lot numéro six cent vingt-huit (628), du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, (628-733) ; bornée en front par l'avenue Hemlock, en arrière et au sud par le

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH ELOI AR-
No. 143. } CHAMBEAULT,
Plaintiff ; against ALBERT LAUZON, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Didace, in the fifth and sixth ranges of the seigniory of Lanaudière, of two arpents in front by forty arpents in depth, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Didace, under the numbers one hundred and sixty seven and two hundred and ten (167 and 210)—with buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Didace, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHAS DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th April, 1906. 1516
[First published, 21st April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH ALEXIS DU-
No. 117. } FRESNE, Plaintiff ; vs
JOSEPH ARTHUR DUFRESNE, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable :

The north half of a lot of land situate at Shawinigan Falls, known and designated as forming part of the subdivision number seven hundred and thirty three (733), of the lot number six hundred and twenty eight (628 733), on the official cadastre of the parish of Sainte Flore ; bounded in front by Hemlock avenue, in rear and on the south by the

residu du dit lot No 628-733, et du côté nord par le lot numéro 628-734.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le **PREMIER** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

CHALÉS DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif
Trois-Rivières, 28 mars 1906. 1245.2
[Première publication, 31 mars 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **JOSEPH DEZIEL,**
No 78. } Demandeur ; contre
JOSEPH LAUZIERE, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Un emplacement situé dans la ville de Nicolet, sur le côté nord-est de la rue Léon XIII, de quarante pieds sur quatre-vingt quatorze pieds ; borné en front à la dite rue Léon XIII, en arrière aux héritiers H. Bellerose, du côté nord à Dame Olivier Lambert (Matilde Béliveau), et du côté sud, à L. N. D. Houde ou représentants—avec bâtisses. Le dit emplacement faisant partie du lot (No 361) trois cent soixante et un, du cadastre hypothécaire du comté de Nicolet, pour la paroisse et la ville de Nicolet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le **DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif
Trois-Rivières, 28 mars 1906. 1247.2
[Première publication, 31 mars 1906.]

Avis du Gouvernement

No 640.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande annexion de municipalités scolaires.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Sainte-Mélanie, dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de Grand-Rang, de la paroisse de Sainte-Mélanie, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le premier juillet prochain, 1906. 1553

No 450.06

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Mékinac", la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 2 novembre 1905, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, le 11 novembre 1905.

Cette nouvelle municipalité est formée de parties des municipalités scolaires de Saint-Jacques-des-Piles et de Saint-Jean-des-Piles et d'autres territoires non encore organisés dans la seigneurie de Batiscan et dans le canton Radnor.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1555

ERRATUM.

A la page 689, de la *Gazette Officielle* du 31 mars 1906, au numéro 1263, district de Saint-François, lisez Daniel H. Weir, au lieu de Donald Weir.

1581

residence of the said lot No. 628-733, and on the north side by the lot No. 628-734.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the **FIRST** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 28th March, 1906. 1246
[First published, 31st March, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers

Three Rivers, to wit : } **JOSEPH DEZIEL,**
No. 78. } Plaintiff, against
JOSEPH LAUZIERE, Defendant.

As belonging to the said defendant :

A lot situate in the town of Nicolet, nord east side of Leon XIII street, of forty feet by ninety four feet ; bounded in front by the said Leon XIII street, in rear by the heirs H. Bellerose, on the nord side by Mrs. Olivier Lambert, (Matilde Beliveau), and on the south side by L. N. D. Houde or representatives—with buildings. Said lot being part of the lot number three hundred and sixty one (No. 361), on the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish and town of Nicolet.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the **SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 28th March, 1906. 1248
[First published, 31st March, 1906.]

Government Notice

No. 640.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to annex school municipalities.

Application is made to annex the school municipality of Sainte Melanie, in the county of Joliette, to the school municipality of Grand Rang, parish of Saint Melanie, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1554.

No. 450.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application to erect new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality under the name of "Mékinac", the parish of Saint Roch de Mékinac, with the limits which are assigned to it by proclamation of the Lieutenant-Governor of the province of Québec, dated the 2nd of November, 1905, published in the *Quebec Official Gazette*, on the 11th of November 1905.

This new municipality is made up of parts of the school municipalities of Saint Jacques des Piles, and of Saint Jean des Piles and of other territories not yet organized, in the seigniory of Batiscan and in the township Radnor.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1556

ERRATUM.

Page 689, of the *Official Gazette* of the 31st March, 1906, No. 1263, district of Saint Francis, read Daniel H. Weir, instead of Donald Weir.

1582

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1290.

Dame Léa Leblanc, de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, épouse commune en biens de François Dupuis, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit François Dupuis, cultivateur, du même lieu. Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

LUDGER CODEBECQ,

Avocat de Demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 29 mars 1906. 1577

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re Gaspard Bernier, Québec, Failli ;

J. B. Ouellet, Requérent cession.

Je donne avis que le dit Gaspard Bernier, a fait cession judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers.

ALPHONSE HUARD,

Gardien provisoire.

Québec, 19 avril 1906.

1549

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 128.

Dans l'affaire de John B. Mitchell, de la ville de Lachute, manufacturier de voitures, y faisant affaires seul comme tel sous les nom et raison de Mitchell & Son, Failli.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le septième jour de mai 1906, après laquelle date ce dividende sera payable au bureau du curateur, Lachute.

CHS CALDER,

Curateur.

Lachute, 18 avril 1906.

1579

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 46.

In re Descent & Brisebois, 3195, rue Notre-Dame, Montréal, Failli.

Avis est donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de collocation, lequel sera payable à mon bureau, No 2, Place d'Armes, le ou après le huitième jour de mai 1906.

A. LAMARCHE,

Curateur.

Montréal, 21 avril 1906.

1513

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de S. Greenford, Demandeur ;

vs

Louis Berger, "New York Skirt Manuf'g Co." Défendeur.

Avis est par le présent donné que, ce jour, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit défendeur, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous 30 jours.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.

60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.

Montréal, 14 avril 1906.

1569

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No 1290

Dame Léa Leblanc, of the parish of St-Anicet, district of Beauharnois, wife in community as to property of François Dupuis, of the same place, and duly authorized to appear in court, Plaintiff ;

vs

The said François Dupuis, farmer, of the same place, Defendant.

An action for separation from bed and board and of property has been brought this day by the plaintiff against the defendant.

LUDGER CODEBECQ,

Attorney for Plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 29th March, 1906. 1578

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In re Gaspard Bernier, Québec, Insolvent ;

and

J. B. Ouellet, Petitioner for assignment.

I give notice that the said Gaspard Bernier, has made a judicial abandonment of his property, for the benefit of his creditors.

ALPHONSE HUARD,

Provisional guardian.

Québec, 19th April, 1906.

1550

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 128.

In the matter of John B. Mitchell, of the town of Lachute, carriage manufacturer, and there doing business alone as such, under the firm and name of Mitchell & Son, Insolvent.

I first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until Monday, the seventh day of May, 1906, after that date this dividend will be payable at the office of the curator, Lachute.

CHAS. CALDER,

Curator.

Lachute, 18th April, 1906.

1580

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 46.

In re Descent & Brisebois, 3195, Notre Dame street, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared which will be payable at my office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on or after the eighth of May, 1906.

A. LAMARCHE,

Curator.

Montreal, 21st April 1906.

1514

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re S. Greenford, Plaintiff ;

vs.

Louis Berger, "New York Skirt Manuf'g Co." Defendant.

Notice is hereby given that by order of this court, I was, this day, appointed curator to the estate of the above named, who made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.

Montreal, 14th April 1906.

1570

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Franck McCorry, restaurateur, de Montréal,
Failli ;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné qu'un premier
et dernier bordereau de dividende est préparé et
sera payable à mon bureau, le ou après le 8ème jour
de mai 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
No 60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 19 avril 1906. 1567

Avis est donné qu'un premier et dernier divi-
dende a été déclaré dans l'affaire de Hector Matteau,
de Saint-Elie, comté de Saint-Maurice, marchand,
insolvable, payable le ou après le 8 mai 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
1573 Curateurs-conjoints.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. Boucher, Québec,
Failli ;

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de l'honorable juge, en date du 17 avril
1906, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les créanciers du dit failli sont requis de pro-
duire leurs réclamations à mon bureau, sous un
délai de trente jours à compter de la date du pré-
sent avis.

GEO. DARVEAU,
Curateur.
Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
Québec, 18 avril 1906. 1575

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re C. Lebeau, Demandeur ;

vs
Joseph Boucher, restaurateur de Maisonneuve,
Défendeur.

Avis est par le présent donné que, par ordre de
de cette cour, le 7ème jour d'avril 1906, j'ai été
nommé curateur aux biens cédés par le dit défen-
deur, qui en a fait cession pour le bénéfice de ses
créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bu-
reau sous trente jours, pour être colloquées sur la
feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 10 avril 1906. 1571

Index de la Gazette Officielle de Québec No. 16.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—Dmes Amyot vs
Vézina, 775 ; Bercovitch vs Laibovitch, 773 ;
Bercovitch vs Wolofsky, 775 ; Bilodeau vs
Berthiaume, 773 ; Boucher vs Matteau, 774 ;
Comeau vs St. Denis, 774 ; Desjardins vs
Prud'homme, 773 ; Desmarais vs Chartrand,
774 ; Favreau vs Gauthier, 774 ; Fraser vs Audet
dit Lapointe, 774 ; Goulet vs Gendron, 774 ;
Juillet vs Berthiaume, 773 ; Marcotte vs Leclair,
775 ; Rondeau vs Dubuque, 772 ; Thomas vs
Drouin, 745 ; Vanier vs St. Denis, 775.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—
Dmes Boislard vs Vallières, 772 ; Delorme vs
Lambert, 772 ; Leblanc vs Dupuis, 792 ;
Leblanc vs Précourt, 773 ; Leonard vs Jewell,
775 ; Ruhlmann vs Loschy, 772 ; Houle vs Dme
Auger, 772.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Frank McCorry, restaurant keeper, of Mon-
treal. Insolvent.

and
Alexander Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared, dividend will be
payable on or after the 8th of May, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 19th April, 1906. 1568

Notice is given that a first and final dividend has
been declared in the matter of Hector Matteau, of
Saint Elie, county of Saint Maurice, merchant,
insolvent, payable on or after the 8th May, 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
1575 Joint Curators.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In the matter of A. Boucher, Quebec,
Insolvent.

Notice is hereby given that by order of
the Honorable Judge, dated on the 17th of April,
1906, I was appointed curator to the estate of the
said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file
their claims at my office, within thirty days from
the date of the present notice.

GEO. DARVEAU,
Curator.
Office : 244, Saint Joseph street,
Quebec, 18th April, 1906. 1576

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re C. Lebeau, Plaintiff ;

vs
Joseph Boucher, restaurant keeper of Maisonneuve,
Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court,
I was, on the 7th day of April, 1906, appointed
curator to the estate of the said defendant, who
made a judicial abandonment for the benefit of his
creditors.

Claims should be filed at my office within 30 days,
to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 10th April, 1906. 1572

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes
Amyot vs Vézina, 775 ; Bercovitch vs Laibovitch,
773 ; Bercovitch vs Wolofsky, 775 ; Bilodeau vs
Berthiaume, 773 ; Boucher vs Matteau, 774 ;
Comeau vs St. Denis, 774 ; Desjardins vs
Prud'homme, 773 ; Desmarais vs Chartrand,
774 ; Favreau vs Gauthier, 774 ; Fraser vs
Audet dit Lapointe, 774 ; Goulet vs Gendron,
774 ; Juillet vs Berthiaume, 773 ; Marcotte vs
Leclair, 775 ; Rondeau vs Dubuque, 772 ; Tho-
mas vs Drouin, 745 ; Vanier vs St. Denis, 775.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BODY AND BOARD:—
Dmes Boislard vs Vallières, 772 ; Delorme vs
Lambert, 772 ; Leblanc vs Dupuis, 792 ;
Leblanc vs Précourt, 773 ; Leonard vs Jewell,
775 ; Ruhlman vs Loschy, 772 ; Houle vs Dme
Auger, 772.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 763.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE : — The Napierville Junction Railway Company, 777.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALE ANNUELLE ET SPÉCIALE : — Cie du chemin de fer Québec-Central, 775.

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES OPÉRATIONS : — The Jessie Fraser Copper Mining Coy, 764.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 769 ; Conseil législatif, 768.

ERRATUM : — Lire : Daniel H. Weir, au lieu de Donald Weir, 791.

FAILLIS : — Bélanger, 778 ; Berger, 792 ; Bernier, 792 ; Boucher, 793 ; Boucher, 793 ; Caron & Cie, 777 ; Descent & Brisebois, 792 ; Matteau, 793 ; McCorry, 793 ; Mitchell & Son, 792 ; Morin, 777.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Municipalité du village de la Pointe-à-Gatineau, comté de Wright, 764.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger à la municipalité Papineau No 462, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, comté d'Ottawa, 764 ; Mékinac, 791 ; Sainte-Mélanie à Grand-Rang, comté de Joliette, 791.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres, 763.

RÈGLES DE COUR : — Bissonnette vs McDonnell, 778 ; Crockett vs Lacasse, 778.

VENTE DE LIMITES À BOIS, 766.

VENTE DE TERRAINS : — Ville de Saint-Louis, 765.

VENTES PAR LICITATION : — Bydwell vs Dme Firth et al, 779 ; Masson vs Masson et al, 778.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHBASCA : — The Mathew Moody & Sons Coy vs Mills et al, 780.

BEAUCÉ : — Nadeau vs Francœur, 780.

BEDFORD : — Dme Donaghy vs Baron, 781.

JOLIETTE : — Brien dit Desrochers vs Marion, 782.

MONTREAL : — Kearney Brothers vs Moore, 782 ; La Banque Nationale vs Drolet et al, 784 ; Lefebvre vs Drolet, 785 ; Marcotte vs Drolet, 788 ; Nutt vs Tait, 784 ; Serré vs Auclair, 788 ; Simard et al à égal vs Drolet, 783 ; The Montreal Loan and Mortgage Company vs Buchan, 788 ; The Montreal Credit Company vs Martineau, 784 ; Thibaudeau Brothers & Co vs Jetté, 783.

OTTAWA : — Grignon vs Buckland, 785.

QUÉBEC : — Bergeron (Dme) et vir vs Maranda, 786 ; La cité de Québec vs Dorion, 786 ; La Cité de Québec vs Lamontagne, 786.

ADVERTISERS : — Notices to : — Respecting notices, etc., 763.

ANNUAL GENERAL MEETING : — The Napierville Junction Railway Company, 777.

ANNUAL GENERAL AND SPECIAL MEETINGS : — Quebec Central Railway Coy, 775.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — The Jessie Fraser Copper Mining Coy, 764.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 769 ; Legislative Council, 768.

ERRATUM : — Read : Daniel H. Weir, instead of Donald Weir, 791.

INSOLVENTS : — Bélanger, 778 ; Berger, 792 ; Bernier, 792 ; Boucher, 793 ; Boucher, 793 ; Caron & Cie, 777 ; Descent & Brisebois, 792 ; Matteau, 793 ; McCorry, 793 ; Mitchell & Son, 792 ; Morin, 777.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Municipality of the village of Pointe-à-Gatineau, county of Wright, 764.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to annex or to erect in the municipality of Papineau No. 462, of the parish of Notre Dame de Bonsecours, county of Ottawa, 764 ; Mékinac, 791 ; Sainte-Mélanie to Grand Rang, county of Joliette, 791.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 763.

RULE OF COURT : — Bissonnette vs McDonnell, 778 ; Crockett vs Lacasse, 778.

SALE OF TIMBER LIMITS, 766.

SALE OF LOTS : — Town of Saint Louis, 765.

SALES BY LICITATION : — Bydwell vs Dme Firth et al, 779 ; Masson vs Masson et al, 778.

SHERIFFS' SALES.

ARTHBASCA : — The Mathew Moody & Sons Coy vs Mills et al, 780.

BEAUCÉ : — Nadeau vs Francœur, 780.

BEDFORD : — Dme Donaghy vs Baron, 781.

JOLIETTE : — Brien dit Desrochers vs Marion, 782.

MONTREAL : — Kearney Brother vs Moore, 782 ; La Banque Nationale vs Drolet et al, 784 ; Lefebvre vs Drolet, 785 ; Marcotte vs Drolet, 788 ; Nutt vs Tait, 784 ; Serré vs Auclair, 788 ; Simard et al à égal vs Drolet, 783 ; The Montreal Loan and Mortgage Company vs Buchan, 788 ; The Montreal Credit Company vs Martineau, 784 ; Thibaudeau Brothers & Co vs Jetté, 783.

OTTAWA : — Grignon vs Buckland, 785.

QUÉBEC : — Bergeron (Dme) et vir vs Maranda, 786 ; The city of Quebec vs Dorion, 786 ; The City of Quebec vs Lamontagne, 786.

RICHÉLIEU : — Richot vs Neveu, 786.

RIMOUSKI : — Beaulieu vs Dubé, 787 ; Chouinard vs Ouellet, 787 ; Gagnon vs Levesque, 787.

SAINT-HYACINTHE : — Leclerc (Dme) vs Richer, 788.

TERREBONNE : — Gaudreau vs Belair et al, 790 ; Gravel vs Racine, 789.

TROIS-RIVIÈRES : — Archambeault vs Lauzon, 790 ; Deziel vs Lauzière, 791 ; Dufresne vs Dufresne, 790.

RICHÉLIEU : — Richot vs Neveu, 786.

RIMOUSKI : — Beaulieu vs Dubé, 787 ; Chouinard vs Ouellet, 787 ; Gagnon vs Levesque, 787.

SAINT HYACINTH : — Leclerc (Dme) vs Richer, 788.

TERREBONNE : — Gaudreau vs Belair et al, 790 ; Gravel vs Racine, 789.

THREE RIVERS : — Archambeault vs Lauzon, 790 ; Deziel vs Lauzière, 791 ; Dufresne vs Dufresne, 790.

